

Avis de convocation / avis de réunion

ILIAD

Société anonyme au capital de 14.827.632,75 euros
Siège social : 16, rue de la Ville l'Evêque – 75008 Paris
342 376 332 R.C.S. PARIS
(la « Société »)

Avis de convocation**Avertissement – Covid-19. – Tenue de l'assemblée générale à huis clos.**

Compte tenu des mesures administratives liées à l'épidémie de Covid-19 limitant ou interdisant les déplacements ou les rassemblements collectifs pour des motifs sanitaires, le Conseil d'administration a décidé que l'assemblée générale mixte des actionnaires de la Société se tiendra le 2 juin 2021 à 9 heures, exceptionnellement à huis clos, hors la présence physique des actionnaires et des autres personnes ayant le droit d'y assister, au siège social de la Société. En effet, il existe des mesures administratives limitant ou interdisant les déplacements ou les rassemblements collectifs pour des motifs sanitaires, notamment le décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, faisant obstacle à la présence physique à l'assemblée de ses membres compte tenu en particulier du nombre de personnes habituellement présentes lors des précédentes assemblées générales.

Cette décision du Conseil d'administration de la Société intervient conformément aux dispositions (i) de l'ordonnance n° 2020-321 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles de réunion et de délibération des assemblées et organes dirigeants des personnes morales et entités dépourvues de personnalité morale de droit privé en raison de l'épidémie de Covid-19, telle que modifiée par l'ordonnance n°2020-1497 du 2 décembre 2020 et prorogée par le décret n°2021-255 du 9 mars 2021 et (ii) du décret n° 2020-418 du 10 avril 2020 y afférent, tel que modifié par le décret n°2020-1614 du 18 décembre 2020 et prorogé par le décret n°2021-255 du 9 mars 2021.

Dans ce contexte, les actionnaires pourront exercer leur droit de vote uniquement à distance et préalablement à l'assemblée générale. Les actionnaires pourront participer à l'assemblée générale selon l'une des modalités suivantes :

- en donnant pouvoir au Président de l'assemblée ou à toute personne physique ou morale de leur choix ; ou
- en votant par correspondance à l'aide du formulaire de vote ou par Internet sur la plateforme de vote sécurisée VOTACCESS (modalités détaillées dans le présent avis).

L'assemblée générale sera retransmise en direct sur le site Internet de la Société à la rubrique dédiée à l'assemblée générale mixte 2021 <https://www.iliad.fr/fr/investisseurs/assemblee-generale>, pour autant que les conditions de cette retransmission puissent être réunies. La diffusion en différé sera accessible sur le site internet à la même rubrique.

Il est précisé que l'assemblée générale se tenant à huis clos, il ne sera délivré aucune carte d'admission. Compte tenu des difficultés techniques qui subsistent, liées notamment liées à l'authentification à distance et en direct de l'intégralité des actionnaires, il ne sera pas possible d'y participer par visioconférence ou téléconférence.

Les modalités de tenue de l'assemblée générale mixte pourraient évoluer en fonction des impératifs sanitaires et/ou légaux qui pourraient intervenir postérieurement à la publication du présent avis. A cet égard, les actionnaires sont invités à consulter régulièrement la rubrique dédiée à l'assemblée générale mixte 2021 sur le site de la Société <https://www.iliad.fr/fr/investisseurs/assemblee-generale> qui sera régulièrement mis à jour pour préciser les modalités définitives de participation à l'assemblée générale des actionnaires.

En particulier, si le conseil d'administration venait à décider, au regard de l'évolution du contexte sanitaire et des mesures de restrictions aux rassemblements et aux déplacements, de tenir l'assemblée générale dans les conditions de droit commun, c'est-à-dire avec la présence physique des actionnaires et des personnes ayant le droit d'y assister, les modalités de participation décrites ci-après s'appliqueraient.

Le texte des projets de résolutions arrêtés par le conseil d'administration figurant dans l'avis préalable de réunion publié au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires du 16 avril 2021, bulletin n°46, numéro 2100904, est inchangé.

Mesdames et Messieurs les actionnaires de la société Iliad sont informés qu'ils sont convoqués en assemblée générale mixte devant se tenir le 2 juin 2021 à 9 heures, exceptionnellement à huis clos, hors la présence physique des actionnaires et des autres personnes ayant le droit d'y assister, au siège social de la Société, au 16, rue de la ville l'Evêque - 75008 Paris, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour

De la compétence de l'assemblée générale ordinaire :

1. Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2020 ;
2. Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2020 ;
3. Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2020 (tel que ressortant des comptes annuels) et fixation du dividende ;
4. Approbation des conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce ;
5. Renouvellement du mandat de Deloitte & Associés en qualité de commissaire aux comptes titulaire ;
6. Renouvellement du mandat de BEAS en qualité de commissaire aux comptes suppléant ;
7. Renouvellement du mandat de Monsieur Xavier Niel en qualité d'administrateur ;
8. Renouvellement du mandat de Madame Bertille Burel en qualité d'administrateur ;
9. Renouvellement du mandat de Madame Virginie Calmels en qualité d'administrateur ;
10. Nomination de Madame Esther Gaide en qualité d'administrateur ;
11. Fixation du montant annuel de la rémunération allouée aux membres du conseil d'administration ;
12. Approbation des informations mentionnées à l'article L. 22-10-9 I du Code de commerce ;
13. Approbation des éléments de rémunération versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020 ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020 à Monsieur Xavier Niel, Directeur général délégué jusqu'au 16 mars 2020 ;
14. Approbation des éléments de rémunération versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020 ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020 à Monsieur Xavier Niel, Président du conseil d'administration à compter du 16 mars 2020 ;
15. Approbation des éléments de rémunération versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020 ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020 à Monsieur Maxime Lombardini, Président du conseil d'administration jusqu'au 16 mars 2020 ;
16. Approbation des éléments de rémunération versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020 ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020 à Monsieur Thomas Reynaud, Directeur général ;
17. Approbation des éléments de rémunération versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020 ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020 à Monsieur Rani Assaf, Directeur général délégué ;
18. Approbation des éléments de rémunération versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020 ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020 à Monsieur Antoine Levavasseur, Directeur général délégué ;
19. Approbation de la politique de rémunération du Président du conseil d'administration ;
20. Approbation de la politique de rémunération du Directeur général ;
21. Approbation de la politique de rémunération des Directeurs généraux délégués ;
22. Approbation de la politique de rémunération des administrateurs ;
23. Autorisation à conférer au conseil d'administration afin de procéder au rachat par la Société de ses propres actions ;

De la compétence de l'assemblée générale extraordinaire :

24. Délégation de compétence au conseil d'administration en vue de l'émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription, d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance de la Société, de toute filiale et/ou de toute autre société ;
25. Délégation de compétence au conseil d'administration en vue de l'émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription par offre au public autre que celles visées à l'article L. 411-2 1° du Code monétaire et financier, d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance de la Société, de toute filiale et/ou de toute autre société ;
26. Délégation de compétence au conseil d'administration en vue de l'émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, par une offre visée à l'article L. 411-2 1° du Code monétaire et financier, d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance de la Société, de toute filiale et/ou de toute autre société ;
27. Autorisation consentie au conseil d'administration, en cas d'émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription par offre au public ou par une offre visée à l'article L. 411-2 1° du Code monétaire et financier, d'actions, de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre de la Société, de fixer librement le prix d'émission selon les modalités fixées par l'assemblée générale dans la limite de 10 % du capital social de la Société ;
28. Délégation de compétence au conseil d'administration à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription ;
29. Délégation de pouvoirs au conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions, des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital de la Société, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital ;
30. Délégation de compétence au conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions, des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance ou des valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre de la Société, en cas d'offre publique ayant une composante d'échange initiée par la Société ;
31. Délégation de compétence au conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social par incorporation de réserves, bénéfices, primes ou autres ;
32. Délégation de compétence au conseil d'administration à l'effet de décider de l'émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, d'actions de la Société réservée aux adhérents d'un plan d'épargne entreprise ;
33. Autorisation au conseil d'administration à l'effet de réduire le capital social par annulation des actions auto-détenues ;
34. Modification de l'article 28 des statuts de la Société « Quorum et vote en assemblées » ;
35. Pouvoirs.

Conformément à l'article 4 de l'ordonnance n° 2020-321 du 25 mars 2020 telle que modifiée par l'ordonnance n°2020-1497 du 2 décembre 2020, le Conseil d'administration de la Société a décidé que l'assemblée générale mixte du 2 juin 2021 se tiendrait exceptionnellement à huis clos, au siège social, 16, rue de la ville l'Evêque - 75008 Paris, France, sans que les actionnaires et les autres personnes ayant le droit d'y assister ne soient présents physiquement.

Cette décision pourrait évoluer en fonction du contexte sanitaire et des mesures gouvernementales limitant les rassemblements et les déplacements.

A. Formalités préalables à effectuer afin de participer à l'assemblée générale

Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, a le droit de participer à l'assemblée générale. Conformément à l'article R. 22-10-28 du Code de commerce, ne pourront participer à l'assemblée que les seuls actionnaires qui auront justifié de leur qualité par l'inscription en compte de leurs titres soit à leur nom, soit au nom de l'intermédiaire inscrit pour leur compte, au deuxième jour ouvré précédant l'assemblée générale, soit le 31 mai 2021, à zéro heure (heure de Paris) :

Pour les actionnaires au nominatif : par l'inscription de leurs actions dans les comptes de titres nominatifs tenus pour la Société par son mandataire la Société Générale ;

Pour les actionnaires au porteur : par l'enregistrement comptable de leurs actions sur leur compte de titres au porteur tenu par l'intermédiaire bancaire ou financier habilité. Cet enregistrement doit être constaté par une attestation de participation délivrée par l'intermédiaire habilité (le cas échéant par voie électronique) et annexée au formulaire unique de vote.

Il est précisé qu'en application de l'article R. 22-10-28 du Code de commerce, tout actionnaire peut céder à tout moment avant l'assemblée générale tout ou partie de ses actions, après avoir exprimé son vote par correspondance, envoyé un pouvoir ou demandé une attestation de participation.

Dans cette hypothèse :

- Si la cession intervient avant le deuxième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure (heure de Paris), le vote exprimé par correspondance ou le pouvoir du cédant sera invalidé à hauteur du nombre d'actions cédées et le vote correspondant à ces actions ne sera pas pris en compte ;
- Si la cession intervient après zéro heure (heure de Paris), le deuxième jour ouvré précédant l'assemblée, le vote exprimé par correspondance ou le pouvoir demeurera valable et le vote sera comptabilisé au nom du cédant.

B. Modes de participation à l'assemblée générale

Compte-tenu du contexte exceptionnel de crise sanitaire, il est recommandé d'utiliser l'envoi électronique ou de privilégier les demandes par voie électronique selon les modalités précisées ci-après.

1. Participation en personne à l'assemblée

Dans le contexte d'une assemblée générale à huis clos, aucune carte d'admission ne sera délivrée pour l'assemblée générale mixte du 2 juin 2021. En outre, pendant l'assemblée générale, il ne sera pas possible de poser des questions ni de proposer des résolutions nouvelles ou des amendements aux résolutions proposées. Il est rappelé que les actionnaires ont la faculté de poser des questions écrites dans les conditions mentionnées ci-après.

Si le conseil d'administration décidait de tenir l'assemblée générale dans les conditions de droit commun, c'est-à-dire en la présence des actionnaires et des personnes ayant le droit d'y assister, les actionnaires désirant assister personnellement à l'assemblée générale devront demander une carte d'admission de la façon suivante :

Les actionnaires au nominatif devront en faire la demande directement à : Société Générale – Service des Assemblées – CS 30812 – 44308 Nantes Cedex 3.

Les actionnaires au porteur devront demander à leur intermédiaire habilité qui assure la gestion de leurs comptes-titres.

Les actionnaires souhaitant assister à l'assemblée et n'ayant pas reçu leur carte d'admission le deuxième jour ouvré précédant l'assemblée, soit le 31 mai 2021 à zéro heure (heure de Paris), devront présenter une attestation de participation délivrée par leur intermédiaire financier habilité, pour les actionnaires au porteur, ou se présenter directement à l'assemblée générale pour les actionnaires au nominatif, munis d'une pièce d'identité.

Le jour de l'assemblée, tout actionnaire devra justifier de sa qualité et de son identité lors des formalités d'enregistrement.

2. Vote par correspondance ou par procuration par voie postale

Les actionnaires peuvent voter par correspondance ou se faire représenter en donnant pouvoir au Président de l'assemblée générale, à tout actionnaire, à leur conjoint, au partenaire avec lequel a été conclu un pacte civil de solidarité ou à toute autre personne physique ou morale de leur choix dans les conditions indiquées aux articles L. 225-106 et L. 22-10-39 du Code de commerce.

Conformément aux dispositions de l'article R. 225-79 du Code de commerce, la procuration donnée par un actionnaire pour se faire représenter doit être signée par l'actionnaire. Celui-ci indiquera ses nom, prénom usuel et domicile, et pourra désigner un mandataire, dont il précisera les nom, prénom et adresse ou, dans le cas d'une personne morale, la dénomination sociale et le siège social. Le mandataire n'a pas la faculté de se substituer une autre personne. Il est précisé que, pour toute procuration sans indication de mandataire, le Président de l'assemblée générale émettra un vote favorable à l'adoption des projets de résolution présentés ou agréés par le conseil d'administration, et un vote défavorable à l'adoption de tous les autres projets de résolution. Pour émettre tout autre vote, l'actionnaire devra faire le choix d'un mandataire qui accepte de voter dans le sens indiqué par le mandant.

Les actionnaires souhaitant voter par correspondance ou par procuration pourront :

Pour les actionnaires au nominatif : renvoyer le formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration qui leur sera adressé avec la convocation, à l'aide de l'enveloppe de réponse prépayée jointe à la convocation.

Pour les actionnaires au porteur : demander à l'intermédiaire habilité qui assure la gestion de leur compte-titres, un formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration. Cet intermédiaire habilité se chargera de transmettre le formulaire de vote dûment rempli et signé, accompagné d'une attestation de participation à Société Générale – Service des Assemblées – CS 30812 – 44308 Nantes Cedex 3.

Conformément à l'article R. 22-10-23 du Code de commerce, le formulaire unique de vote est également disponible, depuis le vingt-et-unième jour précédant l'assemblée, soit le 12 mai 2021, sur le site internet de la Société : <https://www.iliad.fr> (Rubrique Assemblée Générale/2 juin 2021).

Les actionnaires peuvent révoquer leur mandataire, étant précisé que la révocation, qui devra être communiquée à la Société, devra être faite sous forme écrite, conformément à l'article L. 225-106 du Code de commerce.

Pour être valablement pris en compte, les formulaires uniques de vote et les pouvoirs au Président devront parvenir à la Société Générale, dûment remplis et signés, au plus tard trois jours avant la date de l'assemblée générale, soit le 29 mai 2021 à 23h59 (heure de Paris).

Dans le contexte d'une assemblée générale à huis clos et conformément à l'article 6 du décret n°2020-418 du 10 avril 2020 tel que modifié par le décret n°2020-1614 du 18 décembre 2020, pour être valablement prises en compte, les notifications de désignation ou de révocation de mandataire (autre que le Président) devront parvenir à la Société Générale au plus tard le quatrième jour précédant la date de l'assemblée, soit au plus tard le 29 mai 2021.

Dans le contexte d'une assemblée générale à huis clos, le mandataire désigné en application des articles L. 225-106, I et L. 22-10-39 du Code de commerce ne pourra pas participer physiquement à l'assemblée générale. Il devra adresser ses instructions de vote pour l'exercice des mandats dont il dispose sous la forme d'une copie numérisée du formulaire unique de vote par message électronique à l'adresse assemblees.generales@sgss.socgen.com. Le formulaire devra porter les nom, prénom, et adresse du mandataire, la mention « En qualité de mandataire », et être daté et signé. Les sens de vote seront renseignés dans le cadre « Je vote par correspondance » du formulaire unique de vote. Le mandataire devra joindre une copie de sa pièce d'identité en cours de validité et, si le mandant est une personne morale, du pouvoir le désignant en qualité de mandataire. Conformément à l'article 6 du décret n° 2020-418 du 10 avril 2020 tel que modifié par le décret n° 2020-1614 du 18 décembre 2020, pour être pris en compte, le message électronique doit parvenir à la Société Générale au plus tard le quatrième jour précédant la date de l'assemblée générale, soit au plus tard le 29 mai 2021.

Si le conseil d'administration décidait de tenir l'assemblée générale dans les conditions de droit commun, c'est-à-dire en la présence des actionnaires et des personnes ayant le droit d'y assister, pour être valablement pris en compte, les formulaires uniques de vote et les pouvoirs devront parvenir à la Société Générale, dûment remplis et signés, au plus tard trois jours avant la date de l'assemblée générale, soit le 29 mai 2021 à 23h59 (heure de Paris).

3. Vote par correspondance ou par procuration par voie électronique

Dans le contexte d'une assemblée générale à huis clos, les actionnaires ont également la possibilité de transmettre leurs instructions de vote, et désigner ou révoquer un mandataire par Internet avant l'assemblée générale, sur la plateforme VOTACCESS, dans les conditions décrites ci-après.

La plateforme VOTACCESS sera ouverte du 14 mai 2021 à 09 heures au 1^{er} juin 2021 à 15 heures, heure de Paris.

Afin d'éviter tout engorgement éventuel de la plateforme VOTACCESS, il est recommandé aux actionnaires de ne pas attendre la veille de l'assemblée générale pour voter.

a. Vote par correspondance par voie électronique

Conformément aux dispositions de l'article R. 225-77 du Code de commerce, les actionnaires pourront voter par Internet jusqu'à la veille de l'Assemblée Générale (soit le 1^{er} juin 2021) à 15 heures, heure de Paris.

Pour les actionnaires au nominatif : les titulaires d'actions détenues au nominatif pur ou administré qui souhaitent voter par Internet accèderont à la plateforme VOTACCESS via le site Internet www.sharinbox.societegenerale.com. Une fois connecté, l'actionnaire au nominatif devra suivre les indications données à l'écran afin d'accéder à la plateforme VOTACCESS et voter.

Pour les actionnaires au porteur : seuls les titulaires d'actions au porteur dont le teneur de compte-titres a adhéré au système VOTACCESS et leur propose ce service pour cette assemblée générale pourront y avoir accès. Il appartient à l'actionnaire dont les actions sont inscrites en compte sous la forme au porteur de se renseigner afin de savoir si son établissement teneur de compte est connecté ou non à la plateforme VOTACCESS et, le cas échéant, si cet accès est soumis à des conditions d'utilisations particulières. Le teneur de compte titres de l'actionnaire au porteur, qui n'adhère pas à VOTACCESS ou soumet l'accès à la plateforme sécurisée à des conditions d'utilisation, indiquera à l'actionnaire comment procéder.

L'actionnaire au porteur se connectera, avec ses identifiants habituels, au portail Internet de son teneur de compte-titres pour accéder à la plateforme VOTACCESS et suivra la procédure indiquée à l'écran.

b. Vote par procuration par voie électronique

Conformément aux dispositions de l'article R. 225-79 du Code de commerce, l'actionnaire pourra notifier la désignation d'un mandataire (le Président de l'assemblée ou tout autre personne) ou sa révocation par voie électronique.

Pour les actionnaires au nominatif : en se connectant sur le site www.sharinbox.societegenerale.com selon les modalités décrites ci-dessus.

Pour les actionnaires au porteur : sur le site de leur intermédiaire financier à l'aide de leurs identifiants habituels pour accéder à la plateforme VOTACCESS selon les modalités décrites ci-dessus.

Si l'établissement teneur de compte n'a pas adhéré au système VOTACCESS, la notification de la désignation et de la révocation d'un mandataire peut être faite par voie électronique en envoyant un message électronique à assemblees.generales@sgss.socgen.com. Ce courriel doit comporter en pièce jointe une copie numérisée du formulaire de vote par procuration précisant les nom, prénom, adresse et références bancaires complètes de l'actionnaire ainsi que les nom, prénom et adresse du mandataire désigné ou révoqué, accompagné de l'attestation de participation délivrée par l'intermédiaire habilité. De plus, l'actionnaire devra obligatoirement demander à son intermédiaire bancaire ou financier qui assure la gestion de son compte-titres d'envoyer une confirmation écrite à Société Générale, Service des Assemblées, à l'adresse susmentionnée.

Seules les notifications de désignation ou révocation de mandats pourront être adressées à l'adresse électronique susvisée ; toute autre demande ou notification portant sur un autre objet ne pourra être prise en compte et/ou traitée.

Les actionnaires pourront donner pouvoir au Président jusqu'à la veille de l'Assemblée Générale (soit le 1^{er} juin 2021) à 15 heures, heure de Paris.

Dans le contexte d'une assemblée générale à huis clos et en application de l'article 6 du décret n°2020-418 du 10 avril 2020 tel que modifié par le décret n°2020-1614 du 18 décembre 2020, les mandats avec indication de mandataire devront,

pour être valablement pris en compte, être réceptionnés au plus tard le quatrième jour précédant la date de l'assemblée, soit au plus tard le 29 mai 2021. Les révocations de mandats devront être réceptionnées dans les mêmes délais.

Le mandataire désigné en application de l'article L. 225-106, I du Code de commerce devra adresser ses instructions de vote pour l'exercice des mandats dont il dispose sous la forme d'une copie numérisée du formulaire unique de vote par message électronique à l'adresse assemblees.generales@sgss.socgen.com. Le formulaire devra porter les nom, prénom, et adresse du mandataire, la mention « En qualité de mandataire », et être daté et signé. Les sens de vote seront renseignés dans le cadre « Je vote par correspondance » du formulaire unique de vote. Le mandataire devra joindre une copie de sa pièce d'identité en cours de validité et, si le mandant est une personne morale, du pouvoir le désignant en qualité de mandataire. Pour être pris en compte, le message électronique doit parvenir à la Société Générale au plus tard le quatrième jour précédant la date de l'assemblée générale, soit au plus tard le 29 mai 2021.

Si le conseil d'administration décidait de tenir l'assemblée générale dans les conditions de droit commun, c'est-à-dire en la présence des actionnaires et des personnes ayant le droit d'y assister, pour pouvoir être valablement prises en compte, les formulaires uniques de vote et les pouvoirs devront parvenir à la Société Générale par voie électronique au plus tard la veille de l'assemblée générale, soit le 1^{er} juin 2021, à 15 heures (heure de Paris).

4. Procédure de changement du mode de participation

Par dérogation au III de l'article R. 22-10-28 du Code de commerce et conformément à l'article 7 du décret n°2020-418 du 10 avril 2020 tel que prorogé par le décret n°2021-255 du 9 mars 2021, tout actionnaire qui a déjà exprimé son vote à distance, envoyé un pouvoir ou demandé sa carte d'admission ou une attestation de participation, peut choisir un autre mode de participation à l'Assemblée Générale sous réserve que sa nouvelle instruction en ce sens parvienne à Société Générale dans les délais précisés dans le présent avis.

À cet effet, il est demandé aux **actionnaires au nominatif** qui souhaitent changer leur mode de participation, d'adresser leur nouvelle instruction de vote en retournant le formulaire unique dûment complété et signé, par message électronique à l'adresse suivante : ag2021.fr@socgen.com (toute autre instruction envoyée à cette adresse ne sera pas prise en compte).

Le formulaire devra indiquer l'identifiant de l'actionnaire, ses nom, prénom et adresse, la mention « Nouvelle instruction – annule et remplace », et être daté et signé. Les actionnaires au nominatif devront y joindre une copie de leur pièce d'identité et le cas échéant un pouvoir de représentation de la personne morale qu'ils représentent.

Il est demandé aux **actionnaires au porteur** de s'adresser à leur établissement teneur de compte, qui se chargera de transmettre la nouvelle instruction à Société Générale, accompagnée d'une attestation de participation justifiant de leur qualité d'actionnaire.

Dans les conditions de droit commun, c'est-à-dire en la présence des actionnaires et des personnes ayant le droit d'y assister, tout actionnaire ayant déjà retourné son formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration ou demandé sa carte d'admission ou une attestation de participation ne peut plus choisir un autre mode de participation à l'assemblée.

C. Questions écrites

Conformément aux articles L.225-108 et R.225-84 du Code de commerce, tout actionnaire peut adresser des questions écrites. Ces questions sont envoyées par courrier électronique à l'adresse ag2021@iliad.fr ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Président du Conseil d'administration, au siège de la Société. Conformément à l'article 8-2 du décret n° 2020-418 du 10 avril 2020 tel que modifié par le décret n°2020-1614 du 18 décembre 2020, pour être prises en compte, les questions écrites doivent être reçues avant la fin du second jour ouvré précédant la date de l'assemblée générale, soit avant le 31 mai 2021 à minuit. Ces questions doivent impérativement être accompagnées d'une attestation d'inscription en compte.

Conformément à l'article 5-1 de l'ordonnance n° 2020-321 du 25 mars 2020 telle que modifiée par l'ordonnance n°2020-1497 du 2 décembre 2020, l'ensemble des questions écrites posées par les actionnaires et des réponses qui y seront apportées en application de l'article L. 225-108 du code de commerce seront publiées sur le site Internet de la Société à la rubrique dédiée à l'assemblée générale mixte 2021 <https://www.iliad.fr/fr/investisseurs/assemblee-generale>.

Par ailleurs, afin de permettre un dialogue plus direct entre la direction de la Société et les actionnaires malgré le contexte de crise sanitaire, la Société propose exceptionnellement, dans le contexte d'une assemblée générale à huis clos, que ses actionnaires puissent également adresser des questions par courrier électronique à l'adresse ag2021@iliad.fr du 18 mai 2021 au 1^{er} juin 2021 à 15 heures, auxquelles il sera répondu dans la mesure du possible lors de l'assemblée générale. Elles doivent impérativement être accompagnées d'une attestation d'inscription en compte.

D. Documents mis à disposition des actionnaires

Conformément aux dispositions légales et réglementaires, tous les documents qui doivent être communiqués dans le cadre de cette assemblée générale seront tenus dans les délais légaux à la disposition des actionnaires au siège social de la Société.

Tous les documents et informations visés à l'article R. 22-10-23 du Code de commerce destinés à être présentés à l'assemblée générale sont publiés sur le site internet de la Société : <https://www.iliad.fr> (Rubrique Assemblée Générale 2021/2 juin 2021), depuis le vingt-et-unième jour précédant cette assemblée générale, soit le 12 mai 2021.

L'avis préalable de réunion comportant le texte des projets de résolutions arrêtés par le conseil d'administration a été publié au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires du 16 avril 2021, bulletin n°46, numéro 2100904.

L'établissement bancaire chargé du service financier de la Société est le suivant :

Société Générale - Service des Assemblées – CS 30812 – 44308 Nantes Cedex 3

Le Conseil d'administration